



*Twelfth Diplomatic Briefing of the International Criminal Court  
Douzième réunion d'information de la Cour pénale internationale à l'intention du  
corps diplomatique*

*Compilation of Statements  
Recueil de déclarations*

*The Hague, 18 March 2008  
La Haye, 18 mars 2008*

## **Philippe Kirsch, President**

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Bienvenue à la douzième séance d'information organisée par la Cour pénale internationale à l'intention du corps diplomatique. Je souhaiterais signaler la présence parmi nous aujourd'hui de Son Excellence l'Ambassadeur Christian Wenaweser, Président élu de l'Assemblée des Etats Parties. C'est un honneur que de vous accueillir au siège de la Cour Excellence.

La Cour est toujours heureuse de pouvoir dialoguer directement avec les représentants des États. Nous apprécions beaucoup ces rencontres.

Comme vous le savez sans doute déjà, tout récemment, le vendredi dernier 14 mars, le gouvernement de Madagascar a déposé son instrument de ratification du Statut de Rome. Celui-ci entrera en vigueur pour ce pays le 1<sup>er</sup> juin prochain, portant ainsi le nombre total des États parties à 106.

Je commencerai par vous donner une vue d'ensemble des progrès récents accomplis dans les activités judiciaires et j'aborderai brièvement les changements institutionnels qui sont intervenus récemment. Je céderai ensuite la parole au Procureur et au Greffier qui vous présenteront les derniers développements concernant les organes qu'ils dirigent. Pour finir, le directeur du Secrétariat de l'Assemblée des États parties vous informera des dernières activités de l'Assemblée. A l'issue de ces exposés, nous répondront volontiers à vos questions. Comme toujours, nous aurons aussi la possibilité de nous rencontrer de manière moins formelle à la fin de cette réunion.

Ces derniers mois, les activités judiciaires de la Cour ont fait d'importants progrès. En ce qui concerne la situation en République démocratique du Congo, Mathieu Ngudjolo Chui a été arrêté le 6 février et transféré à La Haye le lendemain. Il doit répondre d'accusations de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, notamment de meurtre, d'actes inhumains, d'esclavage sexuel, de pillage, d'homicide intentionnel et d'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans pour les faire participer activement à des hostilités. La Chambre préliminaire I a récemment décidé de joindre l'affaire de Mathieu Ngudjolo à celle de Germain Katanga qui a été transféré à la Cour en octobre dernier et doit répondre d'accusations quasiment identiques pour des crimes présumés commis dans le cadre de la même attaque. L'audience commune de confirmation des charges a été fixée au 21 mai.

Dans l'affaire Thomas Lubanga Dyilo, la Chambre de première instance I a annoncé la semaine dernière que le procès commencerait le 23 juin. Au cours des derniers mois, la Chambre a poursuivi ses préparatifs avant l'ouverture du procès. Elle a examiné des questions telles que les procédures à adopter aux fins de donner des instructions aux témoins experts, et d'autres questions ayant trait à la communication des éléments de preuve et aux modalités de la participation des victimes à la procédure devant la Cour. La Chambre de première instance s'est également penchée sur le statut, devant elle, des témoignages entendus par les Chambres préliminaires et des décisions prises par ces dernières. De plus, la Chambre, et le Greffe, ont évalué la faisabilité d'un procès sur place en République démocratique du Congo. Le Greffier vous donnera des précisions sur cette question.

Concernant la situation en Ouganda, les quatre mandats d'arrêts délivrés par la Cour restent en attente d'exécution, de même que les demandes d'arrestation et de remise. En décembre 2007 la Chambre préliminaire II a convoqué une conférence de mise en état consacrée à l'examen des progrès réalisés en

matière de coopération entre la Cour et les États concernés et l'ONU en vue de l'exécution des mandats d'arrêt et des demandes d'arrestation et de remise. Les procédures se poursuivent également en matière de demande de participation émanant de victimes. À la fin de février, la Chambre préliminaire II a demandé des informations à la République de l'Ouganda sur l'effet éventuel, pour les mandats d'arrêts, de l'Accord sur la responsabilité et la réconciliation ainsi que l'Annexe à l'Accord conclus le 29 juin 2007 et le 19 février 2008 respectivement, par le Gouvernement ougandais et l'Armée de résistance du Seigneur. Comme vous le savez, la Cour pénale internationale est un tribunal et n'a été aucunement mêlée aux négociations de paix. La Cour ne peut être saisie que de questions qu'elle est amenée à connaître par la voie judiciaire. Jusqu'à présent, rien n'a été soumis à la Cour par cette voie.

Concernant la situation au Darfour, les deux mandats d'arrêt délivrés fin avril à l'encontre d'Ahmad Harun et Ali Kushayb pour des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre sont encore en attente d'exécution. Ils montrent bien que le progrès des activités de la Cour est subordonné à une coopération de tous les instants. Malgré cela, les procédures dans le cadre de cette situation se sont poursuivies, en relation avec la participation des victimes.

En République centrafricaine, des enquêtes du Procureur sont en cours et des activités de sensibilisation ont été lancées. Le Procureur vous entretiendra plus en détails de ses dernières actions dans ce pays.

While the proceedings in each of the situations and cases are at different stages in the evolution of the judicial process - from investigations in CAR, through to preparations for trial in the case of Thomas Lubanga - there are certain issues which recur across most of the different situations and which have had early implications on our work.

First, the question of victim participation creates several challenges. Some are practical challenges related to the fact that the Court operates in situations of ongoing conflicts. Given this instability, it is difficult to reach large numbers of victims, and to ensure that they know how to participate in proceedings before the Court. Victims require support and assistance at all levels, and protection and security are main concerns. Many of these issues fall within the responsibility of the Registry which provides assistance to victims and witnesses.

Victim participation also involves legal challenges. The Statute and the instruments of the Court provide basic rules, but the Chambers have had to supplement these provisions in their rulings. Several legal questions have come before the Chambers which are related to victim participation. For example, they have considered the stage at which victims can participate in proceedings before the Court; whether victims who have been granted the right to participate at one stage of proceedings can automatically participate in subsequent phases as well; and how the Court can safeguard the safety and well-being of victims who have been granted the right to participate in proceedings.

The system of disclosure of evidence and the need to both safeguard the rights of the defence and to consider issues of protection is yet another complex issue under review. It is true that disclosure and confidentiality concerns are common to all legal systems. Yet because the ICC operates in situations where conflicts are ongoing, the need to consider how disclosure of information can impact on communities in the affected areas becomes all the more important. On the one hand, the Court must safeguard the right of the accused to make full answer and defence. On the other hand, it must ensure that the safety and security of victims, witnesses and other affected parties are not compromised. These safety considerations often require

protective measures such as redactions and increased confidentiality levels. Our ongoing judicial interpretations will help to clarify how this balance can be achieved in practice.

Many aspects of these complex questions are currently pending before the Appeals Chamber and for that reason I cannot elaborate in detail. Resolution of these issues requires careful, reasoned determinations by the Chamber. This process necessarily takes some time, particularly at this early stage in the life of the Court's jurisprudence. Yet over time, as the Court's caselaw continues to develop, clarification of provisions through these rulings will lead to increased consolidation of practice and resulting efficiency.

Before turning the floor over to the Prosecutor, I would like to briefly recall some of the institutional changes that have occurred over the past few months.

At its last session in December, the Assembly of States Parties elected three new judges . Judge Daniel David Ntanda Nsereko of Uganda, Judge Fumiko Saiga from Japan and Judge Bruno Cotte from France were sworn in at the seat of the Court on the 17<sup>th</sup> of January. They have been assigned to judicial divisions and are appointed to start serving on a full-time basis by 1 June 2008.

During their last plenary meeting from 25 to 28 February, all 18 judges of the Court elected a new Registrar. The judges held interviews with all nine candidates for the post, and at the end of the process elected Ms. Silvana Arbia of Italy as Registrar for a five-year term. The election was by secret ballot. Ms. Arbia is currently Chief of Prosecutions at the International Criminal Tribunal for Rwanda. Ms Arbia succeeds our current Registrar, Mr Bruno Cathala, who resigned effective 9 April 2008. As this is Mr. Cathala's last diplomatic briefing, I would like to recognise his hard work and thank him for his many efforts and dedication to building the ICC. It has been a privilege and a great pleasure to work with Mr. Cathala over the past five years during this historic time in the Court's growth and development.

As for the position of Deputy Registrar, judges of the Court will proceed with the election of the Deputy Registrar at a future plenary meeting. The date of this meeting has yet to be determined.

I would now like to hand the floor over to the Prosecutor.

## **Luis Moreno-Ocampo, Prosecutor/Le Procureur**

Excellencies, Ladies and Gentlemen,

Since our last meeting in October 2007, our interaction has been sustained at all levels: in the field, here in The Hague, and also in New York. I would like to highlight the support you generated for the work of the Court on Darfur by attending the Security Council meeting of 5 December in New York, as it coincided with the meeting of the Assembly of States Parties (ASP).

It has been a key moment. It demonstrated how strong we are when we work together while respecting our different identities. It was only a moment in time; it is clear that more efforts will be needed by all of us to transform such a moment into concrete and continued support to the Court. But we had a glimpse of the potential strength of international justice. It was a message that the ASP, the NGOs and the Court gave to the Security Council. It was also a strong message to perpetrators and potential perpetrators of crimes, showing that the Court enjoys wide support. It was a strong message of commitment to the victims.

Since October 2007, I visited Colombia to meet with victims, judges, prosecutors and national authorities. We announced the beginning of the second and third investigations in Darfur during our meeting at the Security Council. We secured the arrest of Mathieu Ngudjolo in the DRC. I travelled to the Central African Republic to meet with victims. We are preparing the beginning of the Lubanga trial and the confirmation hearing of our second DRC case.

Today, I will present an update of our cases and analysis activities. I will also, in response to requests by States to be very specific on the types of cooperation we look for, describe in each case the support we need and how the support you give is making a difference. A recurring concern in most situations under investigation or analysis is the need for States Parties to consistently maintain the commitment taken in Rome to end impunity. I feel that such commitment needs to be particularly borne in mind in the context of any conflict management initiative.

1. - Let me update you on the cases.

### **The Situation in the Democratic Republic of the Congo (DRC)**

For the last four years we have been conducting investigations in the DRC as a conflict was ongoing. With the support of VWU we managed to minimize the risk for our witnesses. To-date no OTP witnesses have been wounded or killed. The Court fulfilled its duty of protection established in art 68 (1) of the Statute.

No we are facing a new challenge. We are conducting trials and confirmation hearings. Although conflict is still ongoing and protection needed, confidentiality is no more an option. We have the duty to disclose the identity of each witness to the accused. The defence has to check and challenge the credibility of our witnesses.

All the witnesses living in the Ituri region are at risk. Members of the armed groups such as UPC and FNI are still active and influential in this region and pose both a general and very tangible threat to our witnesses and their families and dependants as soon as their identities or their testimonies are disclosed.

Each one of them has to be protected. The Prosecution foresaw this problem early on. Our policy of focussed investigations was established to reduce the number of witnesses to a minimum. We have 34 witnesses for the entire Lubanga case. The standards of protection were approved in the Strategic Plan of the Court. All foreseeable risks should be eliminated. This is my duty pursuant to the Statute.

But the Statute developed a system of protection which relies for the implementation of protective measures on an independent unit within the Registry. How to harmonize positions when there is a different appreciation between the OTP and the Registry? In such case who is responsible for the implementation of measures required to protect witnesses? Those are essential issues.

If the Prosecution's witnesses are not protected, the Prosecution can not fulfil its role. My position is clear: the OTP will help to establish provisional measures of protection, but can not replace or duplicate VWU. This is why the discussions in both Chambers on how the protection system of the Court works are so important.

- In the Thomas Lubanga Dyilo case, the Prosecution is confident that we have all the evidence required. Proving the case is of course my responsibility. But maximizing the impact of the case can be a common task of the Court and States Parties. Any ruling in the case will be important for the prevention of child recruitment in the DRC, Colombia and other countries. Any ruling will be a message that transforming children in soldiers is a crime, a crime that will be prosecuted. The Amicus curiae by Radika Coomaraswamy, Special representative of the Secretary General on children in armed conflicts, that was just submitted is already an important document in this regard.

This first trial is also an opportunity to demonstrate to all perpetrators and potential perpetrators of crimes within the jurisdiction of the Court that the ICC is operational, not a vague threat any longer, but a very direct one. Your suggestions on how to maximize the impact of the first trial of the ICC would be very helpful.

- With the arrest and transfer of Mathieu Ngudjolo, my Office has completed a first phase of its DRC investigation, focusing in two cases on crimes committed by leaders of armed groups in Ituri since July 2002. We are now moving on to another investigation, with other applications for arrest warrants to follow in the coming months and years.

Different options are being analyzed about our third and possibly fourth case. Among others, there are reports of sexual violence of shocking brutality, of forced displacements, of killings in the Kivus, committed by the regular soldiers of the DRC, by the FDLR and by Laurent Nkunda's forces. We held a meeting at the seat of the Court on the 13<sup>th</sup> of March with international and local NGOs to consider the available information; I also met with the High Commissioner for Human rights Louise Arbour last week. The extent of the violence but also its dispersion, which makes it difficult to define the most responsible, was commented upon by all. Other options for investigation include the case of high officials in the region who have financed and organized militias.

#### Cooperation needed

- First, political support: I wish to emphasize as the President did the particular significance of the arrest of Mathieu Ngudjolo. While Thomas Lubanga Dyilo and Germain Katanga were already in detention in the DRC before their surrender to the Court, Mathieu Ngudjolo was a free man; a man who was part of the demobilization process and a man who had benefited from an amnesty in the

past. He was a Colonel in the Congolese army. This was basically the first real arrest for the Court, and it was performed with the cooperation of the DRC authorities, the UN and Belgium.

- I was disturbed however to receive information that some members of the diplomatic community in Kinshasa, including State Parties and the UN, were expressing the view that this arrest would break down the DDR process or rekindle conflict in Ituri. This, coming from States Parties, is a confusing message sent to the territorial State; there might be requests for cooperation in the future which may be even more complex. There must be a more consistent approach by diplomatic representations that requests for assistance and decisions of the Court have to be executed.
- It is also important that we fight this perception that ICC intervention is doomed to prolong conflict and create more violence. It is not true in the DRC, it is not true in Uganda, and it is not true in Darfur.
- Finally, I draw your attention to the fact that, given the developments in Uganda and the sense that the international community seems willing to negotiate away international justice, Nkunda and others are now questioning the Goma agreement which excludes any amnesty for crimes within the jurisdiction of the Court. We ask that your authorities take any occasion to reaffirm in relation to the DRC situation that the commitment to end impunity is not negotiable. It is the law. Please inform my Office of any such statement.

### **The Situation in Northern Uganda**

The Court has issued its first arrest warrants against Joseph Kony and other LRA commanders in 2005. Those arrest warrants remain in effect and have to be executed. Joseph Kony and his fellow commanders committed unspeakable crimes. Evidence shows their criminal responsibility for thousands of killings and abductions since July 2002. Joseph Kony transformed children into killers and sex slaves. Joseph Kony forced them to kill their parents and brothers. Joseph Kony attacked boarding schools, abducting not one or ten but all the schoolgirls to offer them as rewards to LRA officers. Joseph Kony slaughtered and terrorized the population of Northern Uganda forcing 1.6 millions into camps for displaced persons.

In the course of our investigation, we also collected information on its strategy to use crimes to get international attention: he attacked camps and killed what he considered a sufficient number of people to get attention. Incredibly he succeeded. Joseph Kony, the first indictee of the ICC, has managed to be portrayed as a man looking for peace. Joseph Kony has received money and food, resources that he has used to enlarge and strengthen his group. In exchange for his crimes and his refusal to surrender and free the abductees, Joseph Kony receives an offer to sign an agreement that does not mention the arrest warrants and contains a promise of a deferral of investigations under article 16.

Joseph Kony is covering up his crimes. And he is winning. My Office has been approached by top international negotiators in Juba to actually discuss how to withdraw the arrest warrant with a LRA delegation. I confirm that I will only meet Joseph Kony's lawyers in Court. I have a strong case, an admissible case.

In accordance with the Statute I have to investigate and prosecute crimes in order to contribute to the prevention of future crimes. I am concerned at deliberate efforts to deny the reality of past, present and future crimes committed by Joseph Kony. The LRA is continuing to commit crimes: no children have been released; no sexual slaves have been freed as noted by UNICEF and the UN Special Representative of the Secretary General on children in armed conflicts.

Denial of past and present crimes is a major concern. My Office has been told informally by international authorities that now was not the moment to probe further into allegations of crimes committed by the LRA in DRC, Southern Sudan and CAR, that 'at this sensitive juncture of the Juba talks it was better not to publicize such information'. I cannot be part of this. The international community has to conduct conflict management initiatives, but none of us should deny reality. We have to respect the facts and the law.

In terms of investigations, we are in the process of confirming judicially, through interviews with defectors, that Joseph Kony killed Vincent Otti ; that money and goods delivered for humanitarian purposes reached him and allowed him to plan further crimes ; that the LRA is moving to Central Africa Republic.

There is a lot to do to end violence in Northern Uganda. Offering Joseph Kony an exit strategy, or immunity under one form or another is not the way.

#### Cooperation needed:

- Joseph Kony and the other indicted commanders have re-gained credibility in the past weeks. We ask all States Parties to contribute to their re-marginalization and to use all public occasions to recall that those individuals are responsible for horrific crimes.
- Joseph Kony and the three other indicted commanders still have access to financial means from the diasporas or from diversion of assistance. We ask States Parties to monitor with utmost vigilance supply networks, possible diversion of aid and funds to the benefit of the sought individuals. It must be recalled that any assistance that can help the sought individuals abscond from the Court would be illegal.
- We ask all States Parties to support collaborative efforts between the DRC, Uganda and others to address the issue of arrests; we hope that the support of MONUC will remain forthcoming.

#### The Situation in the Central African Republic (CAR)

My Office's investigation is continuing to focus on the most serious crimes, which were mainly committed during a peak of violence in 2002-2003. As the President indicated, I travelled to Bangui on 7 February 2008. During my visit, I was able to speak with victims, representatives of civil society and local population to answer questions.

We hope to submit an application to the Judges during the current year. However our investigation is delayed at the moment by the absence of answers to requests for cooperation made in June of 2007.

In terms of present crimes, it seems that no proceedings have been initiated; I insisted with President Bozizé during my recent visit that such proceedings had to be initiated. Philip Alston, the UN special rapporteur on summary executions who travelled to Bangui at the same time as myself, did the same. It is important that all States Parties with an Embassy in CAR (Chad, Congo, the DRC, France, Japan, and Nigeria) seize the opportunity of any meeting with President Bozizé or his Ministers of Justice and Defence to stress this imperative.

#### The Situation in Darfur, the Sudan

As I informed the UN Security Council and the ASP in December, the Sudan is not cooperating with the Court. We also announced two new investigations. The first investigation looks into who is bearing the greatest responsibility for ongoing attacks against civilians; who is maintaining Harun in a position to



commit crimes; and who is instructing him. The second investigation concerns allegations of rebel attacks against peacekeepers. We will issue our first application to the Judges this year.

We will report again to the UNSC in the first week of June. I understand there might be another coincidence of dates with the resumed ASP and hope to see again a number of delegations in the room.

We are conducting a number of activities in Chad and other countries of the region. In the case of Chad, the main challenges faced by our operations are related to security both for our witnesses and our staff. The Court has engaged with the EU and the UN to request assistance from the UN Mission MINURCAT and the European Union Operation EUFOR.

In order to explain our activities, prepare for the presentation of the next report to the UNSC and foster support for the arrest of A. Harun, I have travelled to a number of the Sudan' neighboring countries or partners : Qatar, Egypt including a meeting with the Arab League, Jordan. I will be visiting Indonesia, a member of the UNSC and Saudi Arabia shortly. It is part of my mandate to improve efficiency and show our impartiality. I emphasize the efforts by all the countries concerned to follow up on the visits, to inform me of conversations with envoys sent by Khartoum on this issue, or other high level conversations. Though Harun is still in the Sudan, the attitude of those States, mostly non States Parties, is a mark of respect for the Court as an institution. We have also ensured that no negative message on the ICC would be adopted in forthcoming regional meetings.

#### Cooperation needed:

- Our principal objective is to make sure that the issue of enforcement of the arrest warrants is not put off the agenda of relevant international meetings. In particular, I will travel to NY this week and insist that the arrest warrants should be on the agenda of the UNSC trip to Khartoum in May or June. Those of you members of the UNSC can help in this regard.
- We also still need more States to raise the issue of the arrest warrants with Khartoum. Only one State Party has informed us of such bilateral exchange since December. I am grateful for the effort but others must join as the Sudanese authorities must get a sense of a strong and consistent message from the international community. We are also looking forward to close cooperation with the Slovenian presidency of the EU.
- Finally, RFAs on the tracing of Harun and on his activities within the Sudan have been and will be sent. I urge States Parties to give them their utmost attention and to contact my Office should they have questions.

#### 2. – Let me now turn to our analysis activities.

Based on Article 15, my Office proactively collects information about alleged crimes falling under the Court jurisdiction. Currently we are analysing situations on three continents. Let me mention those that were or that we have decided to make public.

Regarding Cote D'Ivoire, the authorities have not taken appropriate steps to facilitate an OTP mission despite repeated requests. We urge all States Parties to put this issue on the agenda of any bilateral meeting with CDI. No State party has ever informed us that it had done so

In Colombia, the purpose of the October mission was to receive information to assist the evaluation of ongoing national proceedings against those most responsible for crimes – whether members of the FARC, the paramilitary or others - that fall within the jurisdiction of the ICC. The Office but also a number of non governmental actors and UNICRI are following up on our visit.

Regarding Kenya, following allegations of killings and displacements, I have sought further information under article 15 (2) from a range of institutions in the country. I have also met with former Secretary General Kofi Annan

Finally, the Office has decided to make public its analysis activities in Afghanistan. Letters under article 15 (2) will be sent to the Government and other actors.

All these steps are taken in the course of our examination of situations under Article 15. We are trying to be as informative as possible. But no decision to open an investigation has been taken and there should be no presumption that such an investigation will be opened.

### **Conclusion**

In conclusion, let me join the President in recognizing the work of the Registrar Bruno Cathala. After 5 years Bruno is going back to France to be the President of the Evry tribunal. He will be a judge again. We are losing a man with a passion for this Court, with a vision for this Court. What will remain however is a strong legacy.

His legacy include the system of legal aid, the structure for victims participation, an electronic court, the project for permanent premises and a building that will be a symbol of justice for different communities. Without Bruno Cathala, we would not have a detention centre that is quoted as a model. He contributed to building the identity of the Court as an independent, impartial and participatory ICC. I will miss him. But his departure will also show the strength of his legacy; it will show that the institution he built is bigger than its members, even its founding members. Bruno's efforts will endure.

I want to thank him on behalf of the OTP and its staff. Thank you.

## Bruno Cathala, Registrar/Le Greffier

Monsieur le Président,  
Excellences,

Qu'il me soit permis, à mon tour, de souhaiter chaleureusement la bienvenue aux membres du corps diplomatique réunis pour cette séance d'information, la première de l'année. Comme ce sera pour moi la dernière à laquelle je participerai, je souhaiterais vous faire part de quelques unes de mes réflexions sur la qualité de la justice rendue par la Cour pénale internationale.

Cette année est la septième que je consacre au service de la justice internationale ; elle marque aussi le terme d'une aventure de près de 5 ans et demi passée à la CPI. Je ressens tout à fait l'honneur et le privilège qui m'a été donné de participer à la matérialisation d'une idée forte et ancienne : la création d'une cour pénale internationale.

Or la difficulté ici était double. Il ne s'agissait pas seulement de créer une institution qui mette fin aux crimes les plus graves touchant l'ensemble de la communauté internationale. Il fallait également mettre sur pied une organisation internationale, une administration capable de soutenir une juridiction internationale qui rende une justice de qualité.

Nous sommes, je le pense, sur la bonne voie.

Une des tâches prioritaires du Greffe, étant donné sa place parmi les différents organes de la Cour, a toujours été de veiller à la qualité de la justice dans les limites des attributions qui lui sont dévolues par le Statut de Rome. Cette exigence est d'ailleurs, je vous rappelle, le premier objectif fixé par le Plan stratégique de la Cour. Elle demeure le fil conducteur de notre action quotidienne.

Aujourd'hui, je souhaiterais m'appesantir sur quelques uns des jalons posés par le Greffe dans ce domaine. Pour comprendre cette mise en perspective il faut garder à l'esprit que la CPI est une organisation jeune, un élément du système de la justice internationale qui n'a pas d'équivalent.

Du point de vue du Greffe on peut appréhender cette notion de qualité de la justice sous trois angles différents :

- a) celui d'une organisation rendant des services au public,
- b) celui d'une organisation au service de la production d'un « procès équitable »,
- c) celui d'une organisation capable de soutenir une institution symbolique complexe.

### *a) Une organisation rendant des services au public*

Pour une juridiction, l'accès du public à la justice est un critère essentiel de bon fonctionnement. Comment faire pour que la justice pénale « produite » à La Haye soit intelligible pour des publics vivant à des milliers de kilomètres de la Cour ? Comment inscrire cette forme de justice dans un ordre judiciaire général compréhensible ? Comment être perçue par les populations comme faisant partie intégrante de leur propre système de justice ?

L'une des réponses a consisté à donner une dimension nouvelle à la communication de la Cour avec les différents publics. Une stratégie de sensibilisation et d'information a été élaborée dans ce but, stratégie dont les ambitions ont été synthétisées dans un document approuvé par l'Assemblée en 2006. Ce rapport demeure d'actualité.

Une autre réponse a été l'érection de bureaux extérieurs, vitrines de la Cour sur le terrain. Ils sont l'instrument par excellence du rapprochement entre la CPI et les populations affectées par les crimes qui relèvent de sa compétence. Nous avons créé et mis en service de cinq bureaux extérieurs, dans quatre pays différentes. Ceux-ci ne se contentent pas d'apporter un appui aux équipes de la Cour présentes sur le terrain et remplissant les diverses tâches d'enquête, de protection des témoins, de victimes, de logistique ou de sensibilisation. Ils sont aussi les interlocuteurs quotidiens des autorités nationales, ainsi que des partenaires de la CPI tels que l'ONU, les ONG et bien sûr la population locale.

L'accès à la justice s'entend aussi de la possibilité de consulter et d'utiliser des documents et des archives, et dépend donc de la qualité des infrastructures et des services de l'institution.

En ce qui concerne le maniement et le traitement des documents, la Cour, qui est née après la révolution de la digitalisation, a choisi, dès l'origine, d'être une cour électronique s'appuyant largement sur l'informatique. La Cour a ainsi été en mesure de présenter des versions numérisées des éléments de preuve au cours des audiences, de les stocker sur des supports informatiques, de fournir aux différentes équipes de la Défense un accès en ligne sécurisé à des documents divers, de permettre à ses administrateurs d'accéder à l'information dont ils ont besoin afin d'améliorer et de rationaliser la gestion des ressources, et enfin de fournir aux États parties des informations précises sur la gestion de ses ressources.

La qualité d'une organisation qui, telle que la Cour, est appelée à fournir des services au public dépend également étroitement de la qualité de ses infrastructures. Avec l'aide de l'État hôte, les locaux provisoires, conçus à l'origine pour une société privée de téléphonie, ont été aménagés pour répondre aux besoins d'une Cour de justice, grâce notamment à la construction de deux salles d'audiences. Des audiences s'y déroulent à l'heure même où nous parlons. Je voudrais ici remercier chaleureusement l'État hôte pour son assistance de ce point de vue. Nos salles d'audience sont de très bonne facture. Les galeries réservées au public ont une capacité de 150 places et étaient pleines durant les audiences de premières comparutions de Thomas Lubanga, Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo, de même que lors de l'audience de confirmation des charges de Thomas Lubanga. Une salle de presse, entièrement équipée, permet aux journalistes d'envoyer leurs articles dans le monde entier, rendant ainsi les débats accessibles à un plus large public. En outre, depuis que la Cour existe, 16 000 personnes ont eu la possibilité, dans le cadre du programme de visites de la CPI, de mieux connaître la Cour et de l'observer « en action ».

L'accessibilité de la Cour pour le public se juge également à la qualité et à la fiabilité des informations fournies. Le site Internet de la Cour est un espace virtuel où celle-ci dialogue avec ses publics, les informe sur l'évolution des affaires et des situations et, plus généralement, sur son action quotidienne. Il est visité par près de 5 000 internautes chaque jour. On a constaté en 2007 une augmentation de fréquentation de notre site de 233% par rapport à 2004. Il faut aussi noter que toutes les audiences publiques sont retransmises sur le site de la Cour et largement regardées par les internautes.

Nous devrions bientôt lancer une nouvelle version du site plus interactive et plus claire.

Enfin, le quartier pénitentiaire de la Cour, partie intégrante de l'infrastructure, abrite actuellement trois détenus : MM. Lubanga, Katanga et Ngudjolo. Le CICR le cite régulièrement comme l'exemple qu'il faut suivre.

### *b) Une organisation au service du « procès équitable »*

Comme je l'ai rappelé dans mon introduction, une justice de qualité se caractérise par la tenue de procès équitables.

L'équité d'un procès dépend en premier lieu de ses acteurs, notamment de la qualité de la Défense. Nous ne pouvions définir un tel concept seul, dans notre coin. C'est ainsi que nous avons développé, dès que la Cour a vu le jour, un dialogue régulier avec les professions juridiques. Nous nous sommes inspirés des avis des représentants de ces professions pour mettre en place des conditions de travail efficaces pour la Défense. Nous avons ainsi discuté avec ces spécialistes de questions aussi essentielles que l'aide judiciaire, l'accès des avocats à la Cour et aux bureaux sur le terrain, la possibilité pour ceux-ci de consulter les documents qui les intéressent depuis leur cabinet grâce à une liaison extranet sécurisée, la possibilité de participer aux audiences par liaison vidéo si nécessaire et l'institution du commissaire chargé d'enquêter sur les fautes professionnelles des conseils. Les premiers éléments concrets d'une égalité des armes entre l'accusation et la défense sont, à mon sens, en place. Il reste à les affiner dans le cadre du développement d'une stratégie sur les conseils. La cour est déjà fière de posséder une liste de conseils autorisés à plaider forte de 235 avocats (188 hommes et 47 femmes) représentant différentes traditions juridiques et originaires de 48 pays du monde.

Un procès équitable implique également la possibilité pour l'accusé comme pour les participants au procès de s'exprimer dans une langue qu'ils maîtrisent. Le greffe traduit régulièrement aux fins des audiences des documents dans des langues telles que l'acholi, le swahili, le lingala, etc. Il ne faudrait pas sous-estimer la complexité d'un tel service. La traduction en acholi des mandats d'arrêt émis à l'encontre des cinq principaux commandants de l'Armée de résistance du Seigneur par exemple, nous a amené à faire œuvre de néologie, avec l'aide de spécialistes, certains termes juridiques figurant dans ces documents n'ayant pas d'équivalents en acholi.

Autre élément essentiel d'un procès équitable : la possibilité pour la Défense et l'Accusation d'étayer leurs thèses et arguments par la possibilité de faire entendre des témoins à l'audience. À cet égard, la protection des témoins revêt une importance capitale. Là encore, le Greffe a dû se constituer, dès l'origine, une « boîte à outils » comprenant diverses mesures de protection allant de l'anonymat des témoins ou de la distorsion de l'image de leur visage au cours de leurs dépositions, à leur réinstallation ailleurs dans le même pays ou à l'étranger, cette dernière mesure ne s'appliquant qu'aux témoins les plus menacés. Le Greffe essaye de maintenir un difficile équilibre entre la protection et la charge de cette protection pour les témoins eux-mêmes, pour le procès équitable et également pour le budget de la Cour. Jusqu'à présent, le Greffe a réussi à maintenir cet équilibre. Comme l'a dit le Procureur, nous avons réussi à garantir jusqu'à présent l'intégrité des témoins. Il est certain que cela nécessite un dialogue entre le Greffe et le Procureur, et demain avec la Défense, sous le contrôle des juges. Je peux vous dire que pour le Greffe, c'est une très lourde responsabilité. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. 7 personnes bénéficiaient du programme de protection de la Cour en 2005, contre 224 aujourd'hui (mars 2008). Il y a aujourd'hui davantage de témoins protégés à la Cour qu'il n'y en a eu au TPIY depuis sa création.

Je tiens, ici, enfin, à exprimer ma gratitude aux gouvernements qui nous ont apporté leur assistance dans le cadre de la réinstallation de témoins particuliers et à ceux qui ont conclu des accords de réinstallation de témoins. Il reste beaucoup à faire. Nous avons déjà parlé, ici même, de la possibilité par exemple d'apporter une aide technique et financière aux pays, en particulier africains, qui souhaiteraient mettre en place des programmes nationaux de protection des témoins.

Pas de procès équitables également sans publicité des débats. Compte tenu des caractéristiques de la Cour, une de nos préoccupations principales a constamment été de réduire la distance qui la sépare de ceux qui attendent non seulement que justice soit rendue mais également qu'elle soit manifestement rendue. La réponse adéquate à cette préoccupation a été l'élaboration de la stratégie d'Outreach dont j'ai précédemment parlé. Depuis 2006, ce plan s'est notamment traduit par 74 actions diverses en Ouganda, telles que des ateliers destinés à informer la population locale ou la production d'émissions de radio ou de pièces de théâtre auxquelles ont participé 15 365 personnes et qui ont touchées, selon notre estimation 4 millions de personnes par le biais des médias. En République démocratique du Congo 75 actions de ce type ont été menées. L'audience des émissions de radio et de télévision a été estimée à 20 millions personnes. Je suis tout à fait convaincu que la sensibilisation et l'information devront être confortées dans le futur. Il y va de l'avenir de la Cour, et plus généralement de la justice internationale.

Nouvelle également était la possibilité accordée aux victimes par le Statut de participer aux procédures. En donnant un contenu réel au concept de représentation légale, nous avons permis que 77 victimes participent aux procédures menées dans le cadre de la situation en République démocratique du Congo (l'affaire Lubanga – 4), 2 dans la situation en Ouganda (l'affaire Kony – 6), et 11 dans la situation au Darfour, au Soudan. Nous continuons à travailler au développement de stratégies en matière de victime à la lumière des décisions rendues ou à rendre par les juges en cette matière et en étant conscient des défis qu'il reste.

Je souhaite maintenant aborder rapidement un des projets lourds récemment entrepris par le Greffe et qui est étroitement lié à la notion même de publicité des procès : l'intention de tenir des audiences dans un Etat autre que l'Etat hôte. Comme vous le savez peut-être, le Greffe a été invité par la chambre compétente à réaliser une étude de faisabilité concernant la tenue d'audiences en République démocratique du Congo lors de l'ouverture du procès de M. Lubanga. Cette étude a examiné minutieusement chacun des éléments touchant à la concrétisation de cette entreprise, comme la recherche d'un site adéquat, les questions de sécurité, la proximité avec les communautés concernées, la nécessité d'assurer une vaste couverture médiatique au procès, la logistique ou les conséquences de cette opération au quotidien pour le travail au siège de la Cour. D'emblée, il était évident que ce projet devait rester simple, d'abord pour des raisons de coûts, mais également et surtout à la lumière des réalités sur le terrain (« se fondre dans l'environnement local »).

L'Organisation des Nations Unies a contribué de manière constructive à cette étude de faisabilité, et nous l'en remercions. Je tiens à saluer l'ouverture et la disponibilité dont ont fait preuve diverses composantes de l'Organisation (MONUC, Département des opérations de maintien de la paix, Bureau des affaires juridiques).

Il va sans dire que, si la Cour décidait de siéger dans un autre pays, elle devrait obtenir l'autorisation et la coopération du gouvernement concerné. C'est dans ce sens que le Greffe, en concertation avec la présidence, a pris plusieurs initiatives pour obtenir les vues du Gouvernement de la RDC sur la question. Comme pour d'autres demandes de coopération émanant de la Cour, le Gouvernement congolais a réagi rapidement. Bien qu'il salue les efforts déployés par la Cour afin de rapprocher la justice du peuple congolais, il ne lui a pas été possible d'autoriser la tenue de telles audiences à l'endroit que la Cour avait jugée adéquat. Le

Gouvernement a principalement fait valoir qu'il existait un risque de raviver des antagonismes ethniques incontrôlables.

Même si ce projet ne se concrétisera finalement pas, la planification d'un procès *in situ* a permis à la Cour de mieux comprendre les enjeux d'une telle entreprise. Nous avons pu élaborer un document qui permettra de faciliter, à l'avenir, la concrétisation de telles audiences. La Cour reste mobilisée à poursuivre son engagement à examiner la possibilité d'un procès *in situ* quand cela servira les intérêts de la justice.

*c) Une organisation capable de soutenir une institution symbolique complexe*

La justice dans une société n'est pas une fonction comme une autre.

Elle a, par exemple, son temps propre qui n'est ni celui de la politique ni celui, survolté, des médias. Les juges rendent des décisions en fonction du timing de la procédure judiciaire qui donne du temps au doute.

Elle a également son propre système de légitimité basé sur la confiance des peuples dans ses décisions ce qui implique notamment une justice comprise, respectée et indépendante.

La compréhension de la justice passe, comme nous l'avons dit, par une information des populations que nous avons entreprise par le développement de notre programme d'outreach.

Comme l'a bien compris la RDC, il est également capital que les jugements et décisions de la Cour soient respectés. L'exécution d'une décision de justice est un principe démocratique. Si ce n'était pas le cas, nous vivrions dans un état d'anarchie dominé par la loi du plus fort. L'exécution d'une décision judiciaire affermit la confiance que le peuple peut avoir dans la justice.

J'ai encore en mémoire mon entrevue, l'année dernière, avec les réfugiés du Darfour des camps de Farchana, Bredjing et Tredjing, à l'est du Tchad. Il s'est trouvé que par hasard, la Chambre préliminaire I avait délivré, la veille, les mandats d'arrêts à l'encontre d'Ahmed Harun et d'Ali Kushayb. J'ai peine à décrire l'émotion suscitée par cette nouvelle qui avait soudain ravivé la soif de justice de ces populations. Ensuite est venue la question fatidique : « Et quand allez-vous les arrêter ? » La réponse que je leur ai donnée, hélas, n'était pas celle qu'ils espéraient.

Nous ne devrions pas laisser s'éteindre l'étincelle d'espoir qui s'est allumée dans leurs yeux. À mesure que le temps passe, l'inexécution de cette décision, et d'autres encore, érode lentement mais sûrement l'espoir et la confiance de ceux qui attendent que la justice soit manifestement rendue. La légitimité de la Cour pourrait en être ébranlée. Ce n'est certainement pas ce que souhaitent voir les initiateurs de ce projet fort et visionnaire.

De même le souci de garantir l'indépendance de la Cour doit continuer de présider à nos rapports. Je ne parle pas seulement de celle au sens où le Procureur, les juges et les avocats interviennent dans cette Cour, mais, plus fondamentalement, au sens de l'indépendance de la Cour de ses fondateurs. Les rapports entre la Cour et les États parties devraient aboutir à des synergies qui contribueront à accroître la crédibilité de cette institution judiciaire aux yeux de l'opinion. Dans le même temps, il est essentiel que l'indépendance de la Cour soit préservée y compris en empreignant l'état d'esprit qui préside aux discussions budgétaires avec les États Parties.

La justice a enfin un espace propre, espace sacré, dominé par le temps judiciaire et déconnecté du rythme de la vie quotidienne.

Il faut donner à cet espace de la visibilité. Les locaux permanents de la première cour pénale internationale jamais créée devront, à mon sens, refléter ce symbolisme. L'incorporation de cette dimension symbolique dans le projet ne devrait pas être perçue comme un facteur d'inflation des coûts. Je suis convaincu que nous pouvons construire un bâtiment fonctionnel, respectant les principes du développement durable, capable de fournir à la Cour tous les moyens dont elle doit disposer pour remplir ses fonctions, tout en faisant en sorte que la symbolique de la justice marque le cadre et l'atmosphère de cet édifice.

\*

Pour conclure, je dirais, après le premier moment de cette institution qui a consisté à parer au plus pressé de façon à ce que les opérations essentielles de la Cour puissent commencer, la consolidation de cette entreprise nous assigne un devoir aujourd'hui. Nous devons, Cour, Etats et société civile en commun, prendre le temps de la réflexion de manière à accroître la qualité de la justice rendue par cette institution et à en accroître l'impact sur un monde qui a besoin de régulations extérieures pour préserver une humanité que le 20<sup>ème</sup> siècle nous a montrée bien vulnérable.



## **Renan Villacis, Director, Secretariat of the Assembly of States Parties**

Excellencies, Ladies and Gentlemen,

It is a pleasure to be with you in order to convey some of the most important developments regarding States and the Court since our prior diplomatic briefing. I will limit myself to some important highlights.

### **Recent ratifications**

A few weeks ago, the United Kingdom ratified the Agreement on the Privileges and Immunities of the Court by the United Kingdom, bringing the total number of parties to that instrument to 53.

### **Sixth session**

The sixth session of the Assembly was held at United Nations Headquarters, New York from 30 November to 14 December 2007. The Secretary-General of the United Nations, Mr. Ban ki-Moon, addressed the Assembly before the general debate. A total of 149 States confirmed their participation at the sixth session: 105 States Parties, 41 Observer States and 3 Invited States.

### *Crime of Aggression*

During the sixth session, the Special Working Group on the Crime of Aggression, chaired by the President-elect of the Assembly, H.E. Ambassador Christian Wenaweser, continued its discussions on the definition of the crime of aggression and the conditions for the exercise of jurisdiction by the Court.

### *Official Records*

The Official Records of the sixth session, containing, inter alia, the report of the Special Working Group on the Crime of Aggression, as well as the resolutions adopted by the Assembly, are in the process of being printed and will be sent to States Parties in a few days.<sup>1</sup>

### **Resumed sixth session**

Invitations to the resumed sixth session of the Assembly, to be held at United Nations Headquarters in New York from 2 to 6 June 2008, were sent to all States in March 2007,<sup>2</sup> while a follow-up note regarding credentials and registration is being mailed this week.

### **Oversight Committee on Permanent Premises**

The Oversight Committee has held four meetings. The Committee elected Ambassador Jorge Lomonaco (Mexico) as its Chairperson and Ambassador Lyn Parker (United Kingdom) as its Vice-Chairperson. The Committee also established a sub-group on the recruitment of the Project Director, as well as sub-group on the financing of the project.

### **The Hague Working Group of the Bureau**

The Hague Working Group has held three meetings, including one earlier today. It has discussed organisational matters regarding its work for 2008, and heard a presentation by the Chief Government Architect of the host State on the architectural design competition for the permanent premises of the Court.

### **The New York Working Group of the Bureau**

---

<sup>1</sup> The official documents of the Assembly of States Parties and the decisions of the Bureau are available on the website of the Court ([www.icc-cpi.int](http://www.icc-cpi.int)), under the section 'Assembly of States Parties'.

<sup>2</sup> Note verbale ICC-ASP/S/6/03, dated 6 March 2007.

The New York Working Group has, thus far, held an informal meeting on the issue of the Review Conference, and will hold a meeting in April to discuss this matter further.

#### **Committee on Budget and Finance**

The Committee on Budget and Finance will hold its tenth session from 21 to 25 April 2008 in The Hague. Its agenda includes: the performance of the 2007 budget, premises of the Court, human resources, as well as the legal aid scheme and the Contingency Fund.

#### **Seventh session**

The seventh session shall be held from 14 to 22 November 2008 in The Hague. The invitations shall be sent to States before the end of March, along with the provisional agenda, which was approved by the Bureau at its recent meeting.

The first resumption of the seventh session, to be held on 19 to 23 January 2009, will focus on the election of six judges of the Court and six members of the Committee on Budget and Finance. The Bureau fixed the nomination period for candidates for these elections from 21 July to 13 October 2008.

A second resumption of the seventh session, at which the Special Working Group on the Crime of Aggression would finalise its discussions on the crime of aggression, is expected to take place in mid-April 2009 at United Nations Headquarters, New York.

\* \* \*